

2 Politique

**Session extraordinaire du conseil municipal de Libreville
Adoption du budget primitif modifié exercice 2015**

LLIM
Libreville/Gabon

Réduction de la subvention de l'État oblige, les conseillers municipaux de Libreville ont dû revoir à la baisse leurs prévisions budgétaires.

RÉUNIS, hier, dans les locaux de l'Hôtel de ville, autour de la présidente du conseil municipal de la commune de Libreville, Rose Christiane Ossouka Raponda, les conseillers municipaux ont examiné et approuvé, conformément aux dispositions légales en vigueur, le budget primitif modifié de leur institution pour l'exercice 2015. Celui-ci s'élève en recettes et en dépenses à la somme de vingt-six milliards six cent trente-trois millions cent quatorze mille huit cent



Photo : LLIM

La présidente du conseil municipal, Rose Christiane Ossouka Raponda (en rouge au centre) ouvrant les travaux...

soixante-treize mille (26.633.514.873) F CFA. Dans son intervention, l'édile de la commune de Libreville a indiqué que cette adoption est rendue d'autant plus nécessaire que, au regard de la loi de Finances (LF) rectificative du 1er juin

2015, le montant de la subvention allouée par l'État à la mairie de Libreville s'élevait à la somme six cent quatre-vingt-dix-sept millions (697.000.000) de nos francs. Soit un gap d'un milliard trois cent vingt-trois millions (1.323.000.000)

par rapport à la subvention initialement prévue dans la Loi des finances initiale du 19 janvier 2015. Donc, pour que son institution ne pâtisse pas de la réduction des crédits alloués par l'État, en imputant au budget municipal le déficit imputable, "il

était devenu impératif pour le Conseil municipal de reconsidérer son budget primitif, adopté le 27 mars 2015 à la somme de vingt-sept milliards neuf cent cinquante-six millions cinq cent quatorze mille huit cent soixante-treize (27.956.514.873)

francs CFA, en l'ajustant à la diminution de la subvention de l'État", a indiqué Mme Ossouka Raponda. Aujourd'hui, les conseillers municipaux devraient se pencher, en session ordinaire, sur le budget de l'exercice 2016.



Photo : LLIM

... auxquels ont pris part tous les conseillers municipaux de la commune de Libreville.

**Rentrée politique du Morena unioniste
Appel à la retenue et au discernement**

AN
Libreville/Gabon

INTENSE activité politique, le week-end dernier, des militants du Mouvement de redressement national (Morena Unioniste), parti politique se réclamant de l'opposition. C'était à l'occasion de sa rentrée politique. Laquelle était jumelée avec non seulement la commémoration de son 24e anniversaire, mais aussi l'inauguration de la salle polyvalente de son siège baptisé du nom de son fondateur feu Adrien Nguema Ondo. Plusieurs interventions ont



Photo : Adjai Ntoutoume

Les leaders du Morena unioniste entonnant l'hymne de leur parti.

ponctué cette manifestation. Dans leurs adresses respectives, les secrétaires nationaux Andréa Nsefoume Ondo et Elvis Massala Nguindet ont exhorté leurs

collègues de l'opposition à se retrouver pour partager les valeurs d'unité, de responsabilité et de dignité pouvant faire triompher la force des idées jusqu'à la



Photo : Adjai Ntoutoume

Vue partielle de l'assistance.

prise de pouvoir. Pour sa part, le secrétaire général dudit parti, Eric Mauro Nguema, a saisi cette opportunité pour faire un bref aperçu historique de

cette formation politique placée parmi les précurseurs du pluralisme politique dans notre pays. D'autant plus que ce sont ses leaders qui ont brisé le mur

du silence consécutif aux événements de la gare routière en 1981. De même, il a regretté l'attitude de certains militants ayant participé à l'éclatement de ce parti en plusieurs tendances et courants. Le président du Morena unioniste, Alain Eya Mve a, quant à lui, rappelé que l'année 2016 est une année charnière par rapport à l'élection présidentielle prévue pour le mois d'août. Scrutin qui sera suivi par les élections législatives. D'où son appel à la classe politique de l'opposition à la retenue et au discernement, afin de parvenir à l'alternance souhaitée par tous.

Tribune des Partis politiques

Majorité républicaine

"*La vie est un combat où l'issue de la lutte dépend du soin que l'on apporte à se préparer à vaincre*". A quatre mois de l'élection présidentielle, qui pointe inexorablement à l'horizon, focalisant désormais l'attention de l'opinion, nombreux sont ceux qui, confondus dans la masse plurielle, épousent cette pensée de Jean Brun. Ils disent, en effet, ne pas comprendre l'attitude affichée par les partis politiques de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence qui manifesterait un prétendu détachement. Au prétexte que leur engourdissement est toujours intact, bien que le chef de leur majorité, Ali Bongo Ondimba se soit pourtant déjà déclaré candidat. Attitude inquiétante puisque, à l'inverse, l'opposition, dans ses différentes variantes, fait feux de tout bois sur le terrain pour ratisser large. Mais les partis membres de la galaxie présidentielle, eux, semblent comme gagnés par un effet tétanisant. Qui les empêcherait de bouger ? C'est tout comme ! Si tant est loin d'être un remède, la léthargie

dans laquelle plusieurs partis signataires de la Charte de la majorité se retrouvent englués épouse plutôt, à mesure que les jours passent et nous rapprochent du but, les allures d'un comportement suicidaire. D'une arme politiquement chimique. Qui pourrait, à la longue, avoir un effet nocif sur la suite des événements et la dynamique au sein de cette grande famille. Du moins si les différents éléments qui le composent ne se remettent pas rapidement en selle pour embrayer la machine visiblement grippée par une sorte d'atonie qui a fini par gagner les rangs de ce camp politique. Entendu qu'aujourd'hui, en dehors des formations politiques comme l'UDIS de Hervé Opiangah, et l'Adere de Florentin Moussavou, qui réorganisent, peu ou prou, leurs structures de base pour mieux soutenir leur champion ; et dans une moindre mesure le Bloc démocratique chrétien (BDC) de Guy-Christian Mavioga, qui multiplie des appels de soutien dans ce sens à travers des sorties sporadiques, le gros de la troupe des partis de la majorité demeure pantois. Alors même qu'au mois de mai 2014, no-

tamment lors du paraphe de leur Charte au Jardin Botanique, les partis signataires : le CLR, le RPG, le PGCI, le Morena originel, l'Adere, le BDC, le BRD, l'USG, le RDP, Gabon Avenir, l'UDIS, le RG et l'UDL...avaient pris l'engagement de soutenir, aux côtés du Parti démocratique gabonais (PDG) qui est leur tête de proue, la candidature d'Ali Bongo Ondimba, à l'élection présidentielle de cette année. Ils promettaient également de ratisser le maximum de potentiels électeurs à la cause de celui-ci. Mais près de deux ans après, que reste-t-il réellement de cet engagement ? Puisque le constat qui se dégage aujourd'hui est que, même si beaucoup d'entre eux affirment que leur engagement n'a pas bougé d'un iota, il n'en demeure pas moins qu'au sein de ce grand rassemblement politique des leaders comme Paul Mba Abessole (RPG), Jean Boniface Assélé (CLR)... ont toujours eu la fâcheuse habitude de laver le linge sale de la majorité républicaine et sociale pour l'émergence en public. Les contenus de leurs discours, incisifs et provocateurs envers le régime en place

qu'ils soutiennent, étant à rebours du "*Code de bonne conduite*" qui les lie. Semant ainsi la confusion dans les esprits et le découragement dans la masse partisane. Alors même qu'à l'orée de l'enjeu électoral, qui porte sur le renouvellement à la tête de la magistrature suprême, l'idéal aura été que la parole cède la place à l'action. De sorte que le temps, qui ne s'arrête pas, soit par conséquent un mobile des plus suffisants pour pousser les uns et les autres à mettre le pied à l'étrier. Plutôt que de rester sur cale ou à rester au point mort. Sauf à considérer l'argument selon lequel, c'est l'argent qui leur ferait défaut pour commencer leurs déploiements sur le terrain. Pour aller élargir la clientèle électorale du chef de leur majorité. Et si tel était vraiment le cas, juger n'étant pas comprendre, il faudra leur accorder le bénéfice du doute. Car aucun soldat, même téméraire, ne peut aller sur un champ de guerre sans munitions... même avec le fusil à la main.